

<https://www.elcorreo.eu.org/Gouvernance-mafieuse-en-Argentine>

Gouvernance mafieuse en Argentine

- Argentine - Social -

Date de mise en ligne : dimanche 25 février 2024

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il est urgent de codifier l'association mafieuse dans la loi et de renforcer les droits sociaux anti-mafia.

Pour cacher cette lettre, le ministre avait eu recours à la ressource la plus ingénieuse et la plus sagace en n'essayant même pas de la cacher.

Edgar Allan Poe, « *La lettre volée* »

Le système ne punit pas ses hommes ; il les récompense.

Il n'emprisonne pas les bourreaux, il les entretient.

Rodolfo Walsh, « Qui a tué Rosendo ? »

Joker

Dans « Qui a tué Rosendo ? » le mot « *mafia* » apparaît deux fois. C'est le symptôme que la mafia n'est pas une anomalie du corps social ni une déviation d'un système politique, mais plutôt un phénomène dramatique, expression d'un modèle politique et social contaminé par une rationalité privée-illégale-organisée qui colonise le système public avec un but durable dans le temps. Lorsque cette rationalité s'active et que le moulin commence à moudre, elle détermine l'émergence d'expériences de gouvernance étatique menées par le même espace politique sur des arcs temporels étendus. C'est cela : l'alternance démocratique est interrompue. « La transformation ne s'arrête pas » en est un exemple frappant. Cette rationalité exprime la (pré)dominance des intérêts privés (*idiot* : un être social limité à lui-même, incapable d'interpréter toute réalité qui ne coïncide pas avec son intérêt personnel exclusif) sur les intérêts publics et des intérêts illégaux sur les intérêts légaux. Lorsque cette rationalité est mise en oeuvre, elle brouille progressivement la ligne de démarcation entre ce qui est légal et ce qui est illégal, entre ce qui est licite et ce qui est illicite. Ce noeud constitue l'épine dorsale du pouvoir mafieux. Et le pouvoir est aussi la capacité d'influencer la façon dont nous sommes perçus (Sara Ahmed, *¡Denuncia ! El activismo de la queja frente a la violencia institucional*, (2022). C'est pour cette raison que, jusqu'à récemment, en Argentine, le pouvoir mafieux passait inaperçu.

L'industrie culturelle qui s'exprime dans le cinéma hollywoodien introduit clandestinement cette même logique avec *The Dark Knight* (2008) de Christopher Nolan. Le gentleman est Batman, un PDG libidinal qui organise une structure de pouvoir complexe, privée et illégale, liée à l'État représenté par James Gordon, lieutenant de police, et Harvey Dent, procureur de district. Ces trois acteurs, qui représentent des intérêts plus larges, disent vouloir démanteler les « organisations mafieuses » – qui sont en fait de petits gangs de gangsters organisés selon des critères ethniques – à Gotham City. Mais : ils sont la mafia. Ils ont créé un État illégal. *Les singes de Rosario* reproduisent exactement la « logique de Batman ». Et l'industrie culturelle hollywoodienne présente l'idée de l'État illégal comme acceptable, nous l'inculque comme glamour et érotique. Pensez-y : Batman est attirant et Joker, le Joker, repoussant. C'est typique d'un monde à l'envers, codifié par les formes cognitives du pouvoir mafieux. La figure du Joker peut être comprise comme une représentation des secteurs populaires dérangés par le pouvoir mafieux. Joker est l'anti-mafia. En Argentine, ce mouvement est incarné par le Père [Paco Oliveira](#). Avec un autre style, bien sûr.

Polyparti

En 1962, le procureur de Palerme [Pietro Scaglione](#) était convaincu que la mafia avait des origines politiques et qu'il fallait trouver des membres de haut rang de la mafia dans les administrations publiques. Résultat : *Cosa nostra* l'a

assassiné le 5 mai 1971. Cette structure de pouvoir en Italie est connue sous le nom de « *poli-partito della mafia* ». Cette catégorie a été inventée par [Carlo Alberto Dalla Chiesa](#), un général des carabinieri. Le 6 avril 1982, après avoir été nommé préfet de Palerme, dans un entretien avec [Giovanni Spadolini](#) – alors président du Conseil des ministres – il a utilisé ce concept pour indiquer le lien entre la mafia sicilienne et différents segments de la sphère politico-administrative-entrepreneuriale. Résultat : il fut également assassiné par *la Cosa Nostra* le 3 septembre 1982. La série d'assassinats par la *Cosa Nostra* est étonnante. Et dans cet étonnement il y a une leçon : le pouvoir mafieux n'accepte pas un conflit « réglé », qui affirme un rapport hiérarchique, supérieur/inférieur par exemple. Leur conflit vise l'anéantissement de l'altérité. Lorsque cela se produit, il n'est pas possible de convoquer des autorités morales communes comme témoins ou comme médiateur, ni de faire appel aux accords acceptés par les deux parties. Il n'existe pas non plus de langage commun pour établir des règles. Le conflit mafieux est total. C'est pourquoi l'appel à un pacte démocratique en Argentine est ignoré (Marco Revelli, « *Le due destre* », Bollati Boringhieri, 1996). Quant au « poly-parti », il était composé d'un protagoniste absolu de la vie politique italienne : le Premier ministre [Giulio Andreotti](#) (sentence 1564, 2/5/2003, émise par la 1^{ère} section pénale de la Cour d'Appel de Palerme). Et par Marcello Dell'Utri, l'intermédiaire de Silvio Berlusconi auprès de Cosa nostra (Sentenza della Corte di appello di Palermo, 29/06/2010).

La mafia est un système de pouvoir criminel qui est ni extérieur à la société ni extérieur à l'État et qui existe parce qu'existe une « demande mafieuse » dans les domaines politique, économique, judiciaire, entrepreneurial et de communication. La mafia n'est plus le produit d'une mentalité archaïque, mais le résultat d'une caractéristique de la société (d'un secteur important de celle-ci) et de l'État, qui ressentent une attirance irrésistible vers un pouvoir obscur. De cette manière, l'État et la « *mafialisation* » se joignent. Aucun gang de gangsters n'obtient un tel succès. Pour « *mafialiser* » des fonds publics sont créés de véritables « comités d'affaires », c'est-à-dire des groupes de pouvoir transversaux, composés d'hommes d'affaires, d'hommes politiques, de fonctionnaires, de représentants du pouvoir mafieux, qui sont formés pour identifier et gérer les ressources - les biens communs naturels par exemple le lithium – et en particulier des biens publics (Rocco Sciarrone, « *Mafie vecchie, mafie nuove. Radicamento ed espansione* », (1998). La « monnaie » entre ces sujets n'est pas strictement l'argent. La boussole qui guide la « *mafialisation* » de l'État est l'accumulation économique, même si son objectif ultime est le pouvoir : le monopole du pouvoir, en vue d'une hégémonie totalisante. Ce que recherchent ces sujets, c'est un engagement collectif précis et exprimable dans la facilitation du financement, des apports, des marchés publics, des commandes, de la disponibilité des entreprises de construction, des emplois, des activités bancaires, financières et commerciales aptes à faciliter les procédures de blanchiment de capitaux, et tout ce qui peut contribuer non seulement à enrichir les membres individuels de ce réseau dense, mais aussi à renforcer la structure du pouvoir dans son ensemble. Autre exemple : pour « *mafialiser* » une enquête judiciaire il y a une méthode. [Gian Carlo Caselli](#) et [Guido Lo Forte](#) – deux magistrats anti-mafia italiens, dans *Lo stato illegale. « Mafia e politica da Portella della Ginestra a oggi »* (Laterza, 2020) – la décrivent comme « *metodo dello spezzatino* ». *Le spezzatino* est une sorte de ragoût composé de morceaux de viandes différentes. Au lieu de formuler une évaluation globale d'un cas instruit, on la « *mafialise* » : « on préfère le segmenter et le disperser en mille cours d'eau » (p. 23).

Langue et littérature

Le vide exprimé par la théorie politique nationale et la sociologie concernant le pouvoir mafieux et la catégorie sociale *mafieuse* elle-même, est remplacé par la littérature argentine, qui, en raison de son plus grand degré de liberté, perçoit la complexité des pouvoirs politiques. Dans ce cas, elle se tend entre Walsh et Viñas dans un arc temporel suspendu entre la Fusiladora et le deuxième *menemato* [Présidence de Carlos Menem] :

« En passant la main sur ses textes, depuis *Variations en rouge*, en passant par *Operación Masacre*, jusqu'à sa *Lettre ouverte à la junte militaire* de 1977, cet équilibre est évident : la politique argentine a secrété la bureaucratie. La bureaucratie s'est institutionnalisée en prétendant être permanente. Une telle institutionnalisation a produit un pouvoir corrompu. Et tout cela a généré, à son tour, un processus de prolifération de plus en plus dégradé,

communément appelé mafia. [...] en outre, on a commencé à admettre que, pour comprendre ce que le Pouvoir représentait de fragmenté, il fallait trouver le centre qui articule une apparente poussière de données non connectées »

David Viñas, « *Mafia y política en Rodolfo Walsh* », Page/12, 1995

Ce centre – aujourd'hui nous le savons, nous pouvons le dire, nous savons aussi pourquoi – est Clarín, qui intègre une sorte de poly-parti avec un segment visible du pouvoir judiciaire (concentré surtout dans le port des brouillards de Comodoro Py et avec des succursales jusqu'à *Lago Escondido* [Conflic]), avec un autre segment, également visible, du pouvoir politique (interne et externe aux institutions), et une partie de la grande communauté d'affaires (non) nationale. Si tout ce qui est dans la langue nationale doit être accepté (même avec une légère couche de scepticisme), il est également vrai que cela peut être amélioré. Je fais référence à la notion de « parti judiciaire ». Il existe, sans aucun doute, mais il fait partie d'une organisation plus large : le poly-parti. Cette catégorie est temporaire jusqu'à ce que la langue nationale trouve sa propre spécification pour faire référence au phénomène.

Le poly-parti qui répond au pouvoir mafieux détermine l'existence d'une entité politique qui, une fois légitimée « démocratiquement », crée un État illégal dont les manifestations se vérifient dans le pouvoir exécutif, dans un secteur du pouvoir judiciaire, dans un autre du pouvoir législatif, dans l'univers des monopolistique des médias et dans l'économie. De manière complémentaire, la « mafialisation » de l'État implique une *gouvernance à plusieurs niveaux*, dans laquelle un seul niveau, le plus superficiel, répond à l'intérêt public. Les niveaux de cette gouvernance mafieuse sont au moins au nombre de neuf.

Voici comment Caselli et Lo Forte les détaillent :

- Cette gouvernance concerne les relations et les affaires entre les différentes organisations criminelles ; identifie et inaugure de nouveaux fronts de collaboration et d'échange [entre eux] ;
- Elle crée des liens entre les circuits des différentes mafias au niveau transnational ; favorise les relations et alliances nouvelles et rentables ; partage les pouvoirs et les canaux de communication ;
- met le système de relations avec le monde économique à la disposition de ses associés, chaque fois qu'ils en ont besoin ;
- facilite le *lobbying* secret et les actions d'influence sur la politique et les institutions ;
- participe au capital de banques, d'institutions financières, de fonds internationaux, de maisons d'édition et de chaînes de télévision ;
- exerce une présence constante sur le web, produisant des informations biaisées [*fake news*], ou sur le *dark web*, promouvant des business (et de l'argent) sales et obscures (p. 157).

Si tout cela est vrai, le recours ininterrompu à une violence extrême l'est également. Le « magni-fémicide » contre la vice-présidente en est un exemple. La règle, dans ce cas, est la suivante : il s'agit de tuer (ou on tue) un sujet puissant lorsqu'il est devenu trop dangereux (on a bien compris contre qui il se bat, comme Scaglione ou Dalla Chiesa), mais on mène une tentative de meurtre parce qu'il est perçu comme faible ou relativement isolé.

Les nouvelles mafias sont des organisations sophistiquées qui laissent néanmoins des traces. Il faut les rechercher dans les activités de trafic de drogue et de blanchiment d'argent, dans leurs itinéraires possibles, dans leurs utilisations possibles, dans les connexions internationales, dans les investissements, les centres *offshore*, dans l'expansion du marché des cryptomonnaies et des monnaies électroniques, dans les nouvelles technologies du secteur financier, « [la blockchain, high frequency trading](#) [1] [2] », import-export, fonds d'investissement internationaux.

Si la force de ce pouvoir réside dans le rapport organique – une authentique alliance – entre criminalité et légalité (apparente), la lutte contre ce pouvoir doit prendre en compte ces deux dimensions. Premièrement, codifier l'association mafieuse dans le code pénal. Le crime mafieux est favorisé par le fait que la législation nationale ne prévoit pas le délit d'association mafieuse, malgré l'engagement pris par l'Argentine dans la [Convention de Palerme](#) de décembre 2000. Deuxièmement, élaborer une législation pour saisir les avoirs mafieux, en vue de les transférer à l'antimafia sociale ou de droits

L'antimafia sociale des droits est un mouvement, naissant en Argentine – qui a été activé devant les tribunaux par le Père [Paco Olveira](#) avec une semaine de jeûne et une messe collective – mais de caractère inévitable, d'affirmation de la légalité, parce que l'État en Argentine c'est nous : les travailleurs.

Rocco Carbone* pour [[El cohete a la luna](#)

-Â»<https://translate.google.com/website?sl=auto&tl=fr&hl=fr&client=webapp&u=https://www.elcohetealaluna.com/>

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, 9 avril 2023.

***Rocco Carbone** (1975) est un philosophe et analyste politique italien, naturalisé argentin. Il vit à Buenos Aires. Il s'intéresse à la théorie du pouvoir mafieux, à la philosophie de la culture, aux discours et aux processus politiques et culturels en Amérique latine. CONICET.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diáspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 25 février 2023.

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org

[1] [Qu'est-ce qu'une chaîne de blocs \(blockchain ?](#)

[2] [Trading à haute fréquence : quelles performances et quels risques pour les marchés financiers ?](#)